APRÈS ART. 11 N° **402** 

# ASSEMBLÉE NATIONALE

8 juin 2021

PLFR POUR 2021 - (N° 4215)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

# **AMENDEMENT**

N º 402

présenté par

M. Peu, M. Dufrègne, M. Fabien Roussel, M. Brotherson, M. Bruneel, Mme Buffet, M. Chassaigne, M. Dharréville, Mme Faucillon, M. Jumel, Mme Kéclard-Mondésir, Mme Lebon, M. Lecoq, M. Nilor, M. Serville et M. Wulfranc

#### ARTICLE ADDITIONNEL

### APRÈS L'ARTICLE 11, insérer l'article suivant:

#### Mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire »

- I. Les grandes entreprises telles que définies à l'article 3 du décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 relatif aux critères permettant de déterminer la catégorie d'appartenance d'une entreprise pour les besoins de l'analyse statistique et économique ayant procédé ou qui procéderont en 2021 à des licenciements collectifs pour motif économique de plus de 10 salariés tels que visés à l'article L. 1233-21 du code du travail ne peuvent bénéficier des mesures prévues au II.
- II. Les mesures concernées par les dispositions du I correspondent :
- a) aux subventions publiques versées au titre des crédits ouverts par les lois de finances et de finances rectificative pour 2021 ;
- b) aux garanties publiques pour le commerce extérieur prévues au chapitre II du titre III du livre IV du code des assurances ;
- c) au crédit d'impôt mentionné à l'article 244 quater B du code général des impôts ;
- d) aux participations financières de l'État par l'intermédiaire de l'Agence des participations de l'État.
- III. La liste des entreprises concernées par le présent article est rendue publique au plus tard au 31 décembre 2021.

APRÈS ART. 11 N° **402** 

IV. – En cas de non-respect des obligations prévues par le présent article, le montant total de l'aide visée au titre II est remboursé par l'entreprise et une sanction financière d'un montant égal à 4 % du chiffre d'affaire annuel total s'applique.

## EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à conditionner l'octroi de toute aide ou soutien public à une grande entreprise à la non mise en place d'un plan de licenciement collectif en 2021.